

DOSSIER



/ Mélimed réunit quatre écoles

Le projet européen Mélimed vise à faire évoluer les méthodes d'enseignement des écoles d'architecture.

A lors que l'espace méditerranéen se réchauffe 20 % plus vite que le reste du monde, il n'existe pas de formation spécifique des écoles d'architecture sur l'impact du réchauffement climatique et ses effets sur les métropoles du littoral. Pour pallier ce manque, le projet Mélimed « Métropoles du littoral méditerranéen, enjeux climatiques et solutions de résilience 2020-2023 » aborde trois cas d'étude : la région Tanger-Tétouan ; la lagune de Venise ; et le cœur de la métropole Aix-Marseille-Provence.

Le but de ce partenariat Erasmus+ consiste à faire évoluer les méthodes pédagogiques par des ateliers ouvrant la voie à des solutions sur-mesure, enrichies par le croisement des compétences et des méthodes des enseignants. Les quatre établissements d'enseignement supérieur partenaires sont des écoles d'architecture, qui forment au projet et souhaitent mettre en commun leurs connaissances et leur intérêt pour cet espace, en commençant lors de cette première année par les territoires de Tanger-Tétouan.

L'École nationale supérieure d'architecture (Ensa) de Marseille est le porteur de ce projet, conduit avec l'Université libre de Bruxelles (ULB), l'École nationale d'architecture de Rabat et l'IUAV de Venise. L'Avitem s'associe au groupement pour apporter un éclairage et une articulation vers le monde socioprofessionnel. Elle a en charge l'organisation du débat avec les professionnels et la production de trois modules de formation *on line*, un pour chaque thème : représentations, projets et gouvernance.

LA RÉSILIENCE DES LITTORAUX

Mélimed propose des Atlas pour adopter des représentations pluriscalaire des territoires et une mise en scène des systèmes complexes du vivant, notamment des systèmes hydriques directement liés à la résilience des littoraux.

Mélimed ouvre des alternatives aux systèmes défensifs (construction des digues), aux programmes de promotions immobilières en recherche de « vues mer » sans référence aux territoires. L'existant, notamment lu à travers l'histoire des sédiments urbains, du paysage, des systèmes socio-économiques, devient matrice de coévolution entre espaces ouverts et urbanisation. La gouvernance est plurielle, selon un exercice ouvert d'assemblage des institutionnels, des acteurs et des citoyens. Pas de gouvernance sans projet et vice-versa.

Face à la fragmentation, le studio « L'architecture du territoire » de l'Ensa-Marseille propose de repérer et de valoriser les continuités entre les différentes parties de la ville, du territoire et les paysages, en recentrant la question du projet architectural et urbain sur l'armature des espaces non bâtis.

Le travail consiste à rassembler et produire des connaissances formelles sous forme d'atlas cartographiques, pour faire émerger des fondamentaux qui composent le territoire et sur lesquels le projet pourra s'appuyer (bassin-versant, agriculture, usages, etc.).

Pour ensuite élaborer des propositions de projet sur ce littoral, à la manière d'un plan-guide, avant d'émettre des hypothèses de séquences urbaines à compléter et qualifier par les interventions architecturales. L'approche multiscale itérative, du territoire à l'architecture, propose une lecture et une démarche systémiques propices à inscrire le projet dans une perspective de résilience. L'approche proposée aux étudiants de l'ULB et de l'ENA-Rabat est de s'intéresser aux formes urbaines présentes sur le territoire étudié (l'expression « formes urbaines » étant ici à entendre tant dans le sens classique, typo-morphologique, que dans celui de forme d'opération, de matériau de fabrication de la ville), pour y déceler des logiques compositives pour le projet.

Ces formes ont été regroupées en systèmes ou sédiments correspondant à des projets d'organisation sociale et formelle du territoire, allant de « l'andalo-rifain » (correspondant au système d'organisation précoloniale) au « supranational » (correspondant au projet métropolitain de matrice exogène), en passant par les différents sédiments répondant à un projet d'organisation du territoire nommé « national marocain », développé sous le protectorat espagnol et perpétué après l'indépendance.

Ces sédiments structurent encore le territoire de manière plus ou moins active, se superposent, se frottent, l'hypothèse étant que cette coprésence sur le territoire constitue une source de résilience qu'il convient d'identifier pour le projet.

UNE NOUVELLE VALLEY SECTION

L'approche adoptée par le séminaire « Le nouveau système méditerranéen » de l'université IUAV de Venise vise à construire un projet-cadre qui, à partir des nouveaux défis posés par le changement climatique, reconceptualise l'idée originale introduite au début du XIX^e siècle par Michel Chevalier (1806-1879). « Les sections en aval » sont le cadre conceptuel d'une vision systémique du projet territorial à partir du thème de l'eau.

Il s'agit de territoires qui, comme Tétouan, ont connu au cours des dernières décennies un développement urbain souvent concentré sur le littoral et sur le tourisme de masse, et pour lesquels aujourd'hui, face à de nouveaux risques environnementaux, un renversement de perspective semble possible.

Le projet territorial, reprenant l'idée originale de Patrick Geddes (1854-1932), s'articule autour d'une nouvelle *valley section* le long des systèmes fluviaux, où expérimenter des solutions résilientes et adaptatives pour contrer les inondations, les débordements, l'élévation de la mer et la sécheresse.

L'expérience Mélimed est stratégique pour renforcer la capacité managériale des collectivités territoriales. La diversité des visions et des solutions qu'offrent les ateliers universitaires est une richesse unique pour questionner les pratiques professionnelles. / **Laurent Hodebert et Audrey Le Hénaff (Ensa-M), Victor Brunfaut et Sara Tassi (ULB), Hakim Cherkaoui (ENA Rabat), Lorenzo Fabian et Daniela Ruggeri (IUAV), Marie Baduel (Avitem)**

/ Objectif « zéro déchet »

Le projet MED-InA propose un guide méthodologique pour la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets.

Par Karim El Arnaouty, Avitem

Partout en Méditerranée, du Liban à l'Italie, de Marseille à Tunis, les aires urbaines connaissent des crises liées aux déchets, qui portent des enjeux de politique publique, d'inclusion sociale, de modèle économique et de transformation sociétale. Le coût de collecte et de traitement des déchets, y compris l'investissement onéreux dans des décharges ou des incinérateurs qui arrivent inexorablement à saturation, est de plus en plus élevé d'un point de vue tant financier qu'environnemental. Or, des pratiques plus originales font leurs preuves depuis quelques années, tendant vers l'économie circulaire : les approches locales « zéro déchet ». Il s'agit d'un modèle régénératif qui peut être atteint grâce à la conception durable des matériaux, à la maintenance, à la réparation, à la réutilisation, à la refabrication, au reconditionnement et au recyclage. Lorsque la collecte sélective est correctement réalisée, les ressources auparavant éliminées en tant que déchets conservent leur valeur et peuvent être recyclées sous forme de matières secondaires. Dans cette perspective, les partenaires du projet MED-InA¹ ont développé un guide méthodologique permettant aux municipalités de jeter les bases de leur stratégie zéro déchet. Outil d'aide à la décision, ce guide propose dix domaines de réflexion pour identifier les besoins spécifiques d'une collectivité, ainsi que des outils pratiques et les étapes à suivre afin de concevoir, puis de mettre en œuvre une stratégie zéro déchet adéquate.

Ces éléments concernent des sujets variés mais connexes : la gouvernance d'une stratégie zéro déchet à l'échelle municipale, la gestion des déchets plastiques et organiques, l'implication et la communication avec les citoyens, les incitations économiques et sociales, les modèles économiques de la collecte et du traitement des déchets à l'échelle locale, l'analyse des déchets résiduels.

À titre d'exemple, la Communauté d'agglomération du Sicoval, près de Toulouse, applique depuis 2016 une redevance incitative², dont le montant par foyer est basé sur le nombre de fois où le bac des ordures ménagères est présenté à la collecte. Le système repose sur des bacs équipés de puces électroniques, et a permis de réduire de 24 % les déchets résiduels entre 2014 et 2019, pour atteindre 154 kg/an/hab. En Italie, l'entreprise publique Contarina, en charge de la gestion des déchets dans la province de Trévise, est parvenue à des niveaux de séparation de déchets à la source de plus de 85 % (soit deux fois la moyenne européenne) et 53 kg de déchets résiduels annuels par habitant contre 285 kg en moyenne³. Ceci, grâce à une vision pionnière (depuis plus de

vingt ans) qui transcende les clivages politiques locaux, ainsi qu'à un effort de transparence à travers la mise à disposition publique des données.

Ainsi, les approches « zéro déchet » adaptées au contexte singulier de chaque collectivité doivent permettre, à moyen terme, d'augmenter significativement le taux de recyclage, de diminuer la masse des déchets résiduels, de générer économies et emplois locaux ainsi que de favoriser l'inclusion sociale et la sensibilisation environnementale. / **Karim El Arnaouty**

① Le projet MED-InA, financé par le programme IEV CT MED de l'Union européenne, est mis en œuvre par sept partenaires dans cinq pays (Espagne, France, Jordanie, Liban, Tunisie).

② www.sicoval.fr/fr/mon-logement/dechets/redevance-et-reglementation/la-redevance-incitative/grands-principes-redevance-incitative.html

③ https://zerowastecities.eu/wp-content/uploads/2019/07/zero_waste_europe_cs4_contarina_fr.pdf

AGRICULTURE EN VILLE : LA FORMATION SÉSAME

Si l'agriculture urbaine ne peut pas à elle seule répondre aux besoins alimentaires des habitants, les services écosystémiques – environnementaux, sociaux et pédagogiques – qu'elle rend sont désormais reconnus. Ainsi, l'agriculture gagnerait à être abordée de manière transversale par les collectivités locales.

C'est à cet effet que les partenaires du projet Sésame, cofinancé par le programme européen Erasmus+, ont développé la formation introductive « Enjeux et opportunités de l'agriculture urbaine et périurbaine » à destination des élus et des agents des collectivités territoriales, tous services confondus.

Ce sont cinq vidéos de 6 minutes, avec chacune un document d'approfondissement, qui permettent d'appréhender l'agriculture urbaine sous tous ses aspects, et ce, à travers de nombreux exemples en France, Espagne et Italie.

Testée pour la première fois en février 2021 sur les territoires des Métropoles de Bologne, Barcelone, Aix-Marseille-Provence et Nice Côte d'Azur, la formation reçoit des premiers retours très encourageants.

- La formation Sésame dans sa version définitive sera disponible gratuitement sous licence ouverte dès septembre 2021 sur le site de l'Avitem : <https://avitem.org/>
- Contact : Alice Cucchiario a.cucchiario@avitem.org
- Pour plus d'informations sur le projet Sésame : www.irfedd.fr/recherche-action-diffusion/projet-sesame-ersamus/



À LIRE

■ Le guide est téléchargeable en anglais, arabe, espagnol et français : www.enicbmed.eu/fr/le-guide-methodologique-zero-dechet-du-projet-med-ina-est-disponible